

**Merci de respecter la mise en forme de ce document (police, caractères, marges, etc)**

**Formulaire de restitution d'une synthèse**

**Arrondissement :** Val d'Oise Argenteuil

**Merci de supprimer les intitulés qui ne correspondent pas à votre situation**

**Type de réunion**

**Réunion de lycée général et technologique public**

**Discussion sur le constat**

Les valeurs de l'École républicaine ne sont pas largement communiquées à l'intérieur et à l'extérieur de l'école (Pourquoi pas à travers la publicité ?).

La question de la religion s'impose à l'école aujourd'hui, elle doit être traitée à l'identique quel que soit le lycée, la région etc... donc à travers un cadre formel (ex.: législation) qui sera connu du public, aidera les enseignants et de manière plus large les personnels de l'éducation nationale à appliquer une règle commune. Dans cette perspective la notion de laïcité manque d'une définition claire. On constate que la connaissance des religions telle qu'elle apparaît dans les programmes d'histoire doit aller au-delà de "faits historiques" et tendre vers les "faits religieux". Les programmes ne sont plus adaptés à la réalité et n'apportent pas de réponses suffisamment précises et objectives aux jeunes.

**Question 04 : faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?**

La discussion s'engage autour des stages en entreprise pendant les vacances ; ils ne sont ni reconnus, ni facilités par les lycées qui refusent de signer des conventions, or cette caution était demandée par l'employeur. On précise le statut juridique du stage dans le cadre de l'enseignement, l'engagement réciproque matérialisé par la convention.

Il serait nécessaire qu'il y ait plus de souplesse dans le dispositif. Le système français est rigide par rapport à d'autres systèmes européens. Les parents souhaiteraient un élargissement du cadre légal pour une meilleure prise en compte des stages par le système éducatif et dans le cursus scolaire. Ceci pourrait s'appuyer sur la loi des emplois des personnels handicapés.

Où commence l'école et où s'arrête l'école ? Signale un parent d'élève. Le risque précise –il est de former des élèves à la demande de l'entreprise.

Les missions locales sont des lieux où les élèves peuvent trouver des adresses pour les jobs d'été. Le représentant de l'ADIEC explique qu'à ce jour, ils informent les écoles pour les stages en industrie et qu'à ce jour des stages ne sont pas pourvus. Un logiciel sera mis en place afin d'aider les élèves à trouver des places de stages. Le salon de l'entreprise au niveau local doit permettre aux élèves de prendre contact avec les entreprises. Les industriels doivent s'impliquer dans l'école.

Un enseignant du secteur technologique informe sur la difficulté par ailleurs à trouver des terrains de stage répondant aux objectifs de formation. De moins en moins d'institutions sont prêtes à accueillir des stagiaires. Qu'en est-il de l'avenir des sections professionnelles et technologiques si le stage venait à disparaître. Un parent indique également que pour un salarié encadrer un élève demande un investissement important qu'il est parfois impossible d'assurer cette charge complémentaire. L'entreprise répond à une logique de rentabilité à court terme. Les stagiaires sont une charge.

Les élèves de l'enseignement technologique et ayant également eu un parcours d'enseignement professionnel disent connaître le monde du travail. L'élève de terminale de l'enseignement général signale qu'elle ne connaît pas l'entreprise et ne connaît pas le monde du travail. Pour eux le stage est

important dans la mesure ou ils préfèrent se baser sur leur propre expérience pour envisager une profession.

Un enseignant précise que les élèves doivent posséder un esprit critique et que celui-ci leur permettra de mieux s'insérer professionnellement, d'être et de vivre, être un citoyen à part entière.

Le vrai problème se situe au niveau de la place à accorder à l'élève et au maître dans le monde de l'éducation.

L'école est-elle au service du citoyen ou de l'entreprise ?

Les élèves doivent avoir une connaissance du monde de l'entreprise. Le stage en entreprise est un des aspects de la formation. Il faut donner à l'élève le moyen d'apprendre à apprendre au travers de l'école. L'école donne une formation générale citoyenne. Dans le milieu scolaire, on constate que certains élèves sont dans le moule et d'autres non. Ces derniers n'ont pas forcément des capacités en dessous mais surtout ils ne correspondent pas à ce que l'on attend d'eux.

Le " moule " de l'école est comparé au " formatage " de l'entreprise.

L'école doit permettre à l'enfant de comprendre l'environnement qui est le sien. Ils ont une idée très vague du monde du travail et cela pose un problème en terme d'orientation.

Dans les programmes, l'enseignement comprend l'histoire des religions pourquoi pas l'histoire des entreprises. Dans la filière ES, les élèves ont une idée du monde du travail, cet enseignement devrait exister dans les autres filières.

Il est préférable de ne pas prolonger les études et d'aider (ou faciliter) la formation continue. "Les gens qui ont fait beaucoup d'études sont souples et adaptables mais finalement pas assez qualifiés".

Les valeurs portées par les études sont différentes des valeurs portées par le monde du travail, une intégration progressive & continue dans le cursus scolaire est souhaitable

La formation professionnelle doit passer par des stages en entreprise, de plus en plus difficiles à trouver en raison des problèmes d'emploi. L'état pourrait établir des conventions spécifiques avec les entreprises pour la création de stages à tous les niveaux de scolarité/filières. Ceci pourrait s'appuyer sur la loi des emplois des personnels handicapés.

Il y a par ailleurs des problèmes de formation des enseignants de la voie professionnelle.

## **Question 10 : Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?**

Réussir c'est être mieux armé dans la vie. La formation des enseignants ne leur permet pas d'appréhender l'élève dans sa globalité. Un professeur principal de 3<sup>ème</sup> disait à un parent ne pas être armé pour orienter les élèves. Il lui a fallu plusieurs années pour répondre à leurs attentes.

Un parent d'élève précise que l'on peut pousser un enfant à faire des études mais qu'il est difficile de s'immiscer dans le choix final des enfants. L'école n'est pas là pour orienter l'élève mais pour aider l'élève à formuler son choix, aider l'élève à trouver sa place.

Il est important de connaître les jeunes afin de les aider dans leur orientation. L'école est trop centrée sur la formation disciplinaire.

Les études sont trop "compartimentées" très tôt dans le cursus scolaire. Il n'y a pas assez de passerelles entre les filières techniques et générales. Une formation de base plus ouverte pourrait faciliter le passage d'une filière à l'autre

Il y a de grosses barrières entre les deux mondes: secondaire-supérieur, ceci est dû notamment à une "rupture" du suivi pédagogique.

Que représente pour les élèves, la réussite scolaire ?

Un parent signale en préambule, qu'il faut résoudre le problème de l'illettrisme. L'école devrait parfois dégager plus de moyens en allouant un enseignant à un élève pour combattre l'illettrisme.

Pour les élèves réussir c'est :

- faire les études que l'on veut,
- faire ce que les autres attendent de nous, parents et enseignants,
- obtenir ce que j'ai envie de faire et pas forcément ce que je fais,
- atteindre mon but, et pas ce que l'entourage attend de moi,
- c'est être motivé, se donner les moyens de réussir et nous les donner. Si on est motivé et que l'on ne nous donne pas les moyens, on ne pourra pas arriver, L'école doit m'aider à me motiver et aussi mon entourage. Quand on a l'idée d'un métier, il serait important de voir par soi-même les contraintes et les avantages du métier.

Réussir, c'est surtout sur le plan professionnel.

La réussite scolaire, c'est une sorte de reconnaissance vis-à-vis de la famille.

Il y a deux aspects dans la réussite, à l'école et vis-à-vis de l'extérieur. La réussite des élèves n'a rien à voir avec la réussite scolaire.

Quand on parle de réussite scolaire, deux questions se posent : qui fait quoi ? Et comment faire ? Les parents passent beaucoup de temps pour certains auprès de leurs enfants. Certains parents ne valorisent pas l'école aux yeux de leurs enfants.

Il y a le monde de l'école avec le travail et l'effort et le monde extérieur des 35 heures, le monde des loisirs. Certains parents pensent que la réussite de l'enfant passe par le travail fait le soir à la maison. Cela signifie que si la réussite passe par le travail à réaliser au domicile, il existe une carence de l'école ou d'une nécessité vitale.

Il existe ainsi des inégalités entre les parents qui peuvent aider et ceux qui ne peuvent pas. Cette situation génère ainsi des inégalités. La charge de travail pour les enfants est très lourde.

Un parent d'élève évoque le passage du rôle d'éducation des parents vers l'enseignant. Le rôle de l'enseignant est d'enseigner et le rôle des parents est d'éduquer et d'accompagner les enfants. Il y a un transfert du rôle vers l'école.

Comment les parents peuvent aider leurs enfants ? Qui peut prendre le relais de l'école ? L'école devrait apprendre aux élèves à apprendre, la méthodologie devrait être enseignée. C'est indispensable. Certains jeunes vont acquérir par eux même des méthodes, ce n'est pas que le travail des enseignants. L'apprentissage des méthodes est toutefois réalisé.

### **Question 16 : Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative – en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ?**

Faire réussir et motiver les élèves est un fil continu durant toute la scolarité de l'élève. Se pose le problème à un moment donné de la relation de l'école avec l'école. Il existe peu de contact entre les différents niveaux : primaire, collège et lycée.

Les parents sont des acteurs importants du système et ils sont de moins en moins présents et concernés. Les parents d'élèves moins ils sont concernés collectivement, moins ils le sont individuellement.

Un enseignant précise que dans le cadre de la formation continue, les enseignants ont la possibilité de faire des stages pour apprendre à mieux connaître les élèves. 3 jours annuels sont réservés à la formation continue. C'est une tolérance du chef d'établissement. Il y a de moins en moins d'argent pour permettre aux enseignants de partir en formation. Il faudrait qu'ils soient remplacés indique un parent. Il devrait y avoir un pool d'enseignant pour remplacer les absents. Cela est impossible car chaque enseignant a une discipline précise à enseigner et qu'il n'est pas compétent dans une autre.

Il existe un décalage entre le cadre administratif et le terrain.

Il devrait exister des passerelles entre les enseignements pour permettre plus de souplesse et donc au final mieux orienter les élèves.

Une enseignante explique qu'une comparaison peut être faite avec le développement des photos. Le premier est le révélateur, il montre la notion, le deuxième le fixateur. Si le passage dans le 2<sup>ème</sup> bac ne se fait pas correctement la photo disparaît. Dans l'éducation cet apprentissage n'apparaît pas. A aucun moment, le fixateur intervient. Cela remet en cause la qualité de l'enseignement, car en prenant cet

exemple, on s'aperçoit que l'école ne remplit pas sa mission. Le but de l'enseignement est de faire progresser les élèves, s'ils ne progressent pas l'enseignement n'est pas de qualité.

### **Question 18 : Comment en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales ?**

Un enseignant pose le problème de la décentralisation. Elle existe déjà au niveau de l'école primaire et les syndicats font un bilan de cette décentralisation :

- différents moyens selon les écoles : exemple les assistants d'éducation, leur nombre diffère selon les établissements. Le CA a un droit de regard sur le recrutement des assistants d'éducation. Le rectorat se retourne parfois vers les chefs d'établissement pour le recrutement d'enseignants en cas de pénurie de personnel. Cette attitude entraîne la contractualisation de personnel et la précarité de l'emploi.
- Disparité entre les établissements,

L'État doit donc garder des prérogatives. L'État doit être garant de l'égalité dans l'accueil des élèves. La décentralisation entraînera une inégalité dans la répartition des moyens.

La relation lycée, parent et enseignant est importante. Un parent signale que les professeurs ne sont pas demandeurs de la présence des parents dans l'établissement. Peu de parents également se déplacent pour voter.

Le personnel ATOS est très important dans un établissement. Il apporte de la chaleur aux élèves, ils peuvent se restaurer et l'établissement est maintenu propre. Il a toute sa place dans l'éducation et est parfois oublié. Il faudrait mettre en place un cahier d'idée pour faire participer tout le monde à la vie de l'établissement.

### **20. Comment l'école doit-elle utiliser au mieux les moyens dont elle dispose ?**

Il est primordial d'établir une vraie gestion des ressources humaines pour trouver la meilleure adéquation entre les besoins de l'école et les souhaits des enseignants en termes de localisation, plan de carrière. Ceci permettra de maintenir dans le temps la motivation mais aussi de mieux comprendre l'évolution des besoins.

Il est important aussi d'aménager des passerelles entre le monde du travail et l'enseignement tant au niveau "fonction publique-fonction publique" que "privé-fonction publique" (par ex. au niveau des salaires, ancienneté, retraites, etc...)

### **22. Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière?**

La formation des enseignants du secondaire devrait laisser une large part à la "psychologie" étant donné que c'est dans le secondaire que les élèves vivent leurs plus grandes mutations (adolescence).

Les recrutements aujourd'hui sont basés sur les connaissances et très peu sur la motivation.

Le besoin de formation continue est important afin d'accompagner l'enseignant dans l'évolution des programmes mais aussi de la société.

Il serait important de créer une instance d'accueil et de réflexion pour discuter des problèmes rencontrés par les enseignants au quotidien afin de les aider à trouver des solutions pérennes (aider à remonter les problèmes afin d'anticiper les mutations sociologiques) -> instance d'aide aux établissements permanente.

La multiplicité des intervenants est importante dans le cadre scolaire (infirmières, CPE, éducateurs etc...) car ils permettent aux enseignants de "passer le relais" lorsque le problème dépasse leurs compétences propres.

L'inspection des classes serait plus efficace si l'inspecteur passait par ex. Une semaine entière dans l'école afin de juger non seulement d'un cours (contenu/pédagogie) mais aussi de la vie de la classe et comment l'enseignant évolue au sein de la classe et par rapport aux autres enseignants.

## Remarques complémentaires sur le débat

L'idée est bonne de donner l'expression aux uns et aux autres. Cette dynamique doit être renforcée au sein du lycée. Quand on ne se connaît pas, il est difficile de dialoguer. Il faut de nouvelles rencontres de ce type mais de manière informelle.

Les conditions du débat national sont à reprendre. Le compte rendu ne reprendra que les mots clés ?? Les parents ont également un doute de ce qui va se dégager de ce débat Un débat sur deux demi-journées est insuffisant. L'Etat cherche une caution morale, il veut masquer l'inefficacité de son éducation nationale. Les décisions à l'échelon national sont prises par des personnes très loin du terrain.

“ Veut – on exploiter ou pas les informations débattues ?? Nous ne sommes pas dupes. ”

Les élèves en ont –ils parlé avec les enseignants ?? La réponse est négative pour les élèves présents. Des échanges peuvent avoir lieu sur Internet. Mais les élèves ne possèdent pas tous un ordinateur avec Internet chez eux. Ils peuvent y avoir accès au sein de l'établissement.

### **Déclaration des enseignants réunis en AG le 01/12/03 DEBAT NATIONAL SUR L'ECOLE**

Un grand nombre d'enseignants du lycée ont décidé de ne pas participer au grand débat sur l'école. Non qu'ils se désintéressent de l'avenir de l'Education Nationale, bien au contraire. La défense de l'école publique, la défense des statuts et des qualifications des enseignants, l'amélioration du fonctionnement de l'école ou la réussite de leurs élèves sont autant de sujets qui les préoccupent au premier chef. Cette préoccupation les a conduit, nous a conduit devrais-je dire, à faire grève et à manifester en mai et juin 2003. A nos revendications, porteuses de l'intérêt général, le ministère et le gouvernement ont répondu :

- Nouvelle étape de la décentralisation par le transfert des employés TOS aux collectivités territoriales, perte de leur statut de fonctionnaires d'état.
- Même chose pour les médecins scolaires (décision récente du sénat)... en attendant de s'occuper de la même façon des assistantes sociales, des conseillers d'orientation et des psychologues, conformément à ce qu'ils ont envisagé au début de l'année 2003.
- L'éclatement de nos régimes de pensions, avec la mise en place insidieuse des fonds de pension et la baisse programmée de nos retraites.

Cette décentralisation accentuée, présentée encore aujourd'hui par la commission du débat national comme incontournable au nom d'une soit disant meilleure efficacité, remet fondamentalement en cause l'égalité de formation des jeunes et l'égalité de traitement des personnels sur l'ensemble du territoire. De la même manière, le renforcement voulu de l'autonomie des établissements accentuera encore davantage les disparités existantes.

Dans ce contexte, et après avoir réagi et alerté l'opinion publique sur les conséquences de ces mesures, les enseignants sont pour le moins méfiants quant à la tenue de ce débat, et ne se font plus aucune illusion sur la synthèse qui en sera faite. Ils considèrent qu'il est pour le moins suspect qu'un tel débat soit organisé aujourd'hui, juste après la forte mobilisation des personnels de l'Education Nationale du printemps de cette année. Le gouvernement aurait-il maintenant l'indécence de rechercher une caution à la mise en place de sa politique ? Nous ne sommes pas dupes, sa politique est toujours conduite selon la même logique :

- réduire les fonctionnaires et les moyens de fonctionnement,
- organiser la fonction publique à l'image du secteur privé, avec une conception où la rentabilité financière est le fil directeur,
- Développer la concurrence entre les établissements ainsi qu'entre les personnels, et promouvoir le mérite comme moyen de récompenser de rares élus.

De surcroît, cette consultation intervient dans un contexte général qui nous faut rappeler :

- Disparition programmée des surveillants d'externat et maîtres d'internat, baisse brutale du nombre de surveillants à la rentrée, licenciement des aides éducateurs.
- Suppression d'heures d'enseignement, transformation d'heures disciplinaires en IDD, TPE, PPCP, réduction des dédoublements de classes, sacrifices des langues anciennes...
- Développement de la précarité et de la flexibilité. De plus en plus de personnels nommés sur 2 ou 3 établissements à la fois.
- Classes surchargées, en particulier en seconde.

Et dans notre établissement :

- Faute de moyens en heures supplémentaires, les enseignants ne peuvent organiser des examens blancs comme ils le voudraient.
- Les TOS en nombre déjà insuffisant, ne sont pas, ou mal remplacés en cas de maladie : Le nettoyage ne peut être accompli normalement, salles et couloirs sont souvent sales, malgré tous les efforts des valides.
- Il pleut dans le CDI ; Faute de moyens, les fuites restent aujourd'hui en l'état.
- La section sanitaire ne peut fonctionner normalement faute de local de réunion et de moyens en heures.

Bref, bon nombre d'enseignants considèrent aujourd'hui que les dés sont pipés ; ils refusent par conséquent de se prêter à cette pseudo-consultation, à cette opération médiatique qui n'a manifestement pas d'autre objectif que celui de faire avaliser la mise en place d'une politique libérale dans le domaine de l'éducation, et de remettre ainsi en cause l'existence même d'un grand service public de L'Education pour tous.

L'idée est bonne de donner l'expression aux uns et aux autres. Cette dynamique doit être renforcée au sein du lycée. Quand on ne se connaît pas, il est difficile de dialoguer. Il faut de nouvelles rencontres de ce type mais de manière informelle.

---

### **Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)**

**1** Instaurer au niveau local des débats informels (hors de toute exigence conjoncturelle) avec toutes les personnes concernées, des rencontres rituelles.

**2** Ici texte saisi sans utiliser le gras en times 11, interligne normal

**3** Ici texte saisi sans utiliser le gras en times 11, interligne normal